

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 22/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RC TRAITEMENT**

14 allée Marconi  
Z. I. Les AURÉATS  
26 000 Valence

Références : 20250922-RAP-DAEN1042  
Code AIOT : 0006102766

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement RC TRAITEMENT implanté 14 allée Marconi Z.I. Les AURÉATS 26 000 Valence. L'inspection a été annoncée le 01/07/2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du site RC Traitement de ce jour s'est déroulée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RC TRAITEMENT
- 14 allée Marconi Z. I. Les AURÉATS 26 000 Valence
- Code AIOT : 0006102766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RC Traitement exerce une activité de zingage alcalin. On y trouve deux chaînes de zingage à la tâche et une chaîne « tonneaux ».

Elle traite principalement des pièces en acier brut.

Elle emploie 6 salariés qui travaillent en 2 équipes 4,5 jours par semaine.

### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

### **Thèmes de l'inspection :**

- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 30/06/2022, article R. 511-9 et ses annexes	Sans objet
2	Rejets en station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 4.3.9.1	Sans objet
3	Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 8.2.3.1	Sans objet
4	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 4.2.2	Sans objet
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.6.1	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.2.3	Sans objet
7	Résistance au feu des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.2.2.1.2	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 8.2.1.1.1	Sans objet
9	Fiche de données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conscient des attentes réglementaires concernant son site, l'exploitant s'attache à réaliser au mieux les actions lui permettant de respecter au mieux les prescriptions que son arrêté préfectoral lui impose.

Au cours de la visite, la question du classement ICPE de l'accumulateur de charge installé en 2019 pour le chariot électrique s'est posé. Les caractéristiques de ce dernier ne dépassent pas les seuils de classement de la rubrique 2925 : « Ateliers de charge d'accumulateurs électriques ».

Une non-conformité, liée à l'absence de dispositifs de fermeture automatique de la porte coupe-feu 2 heures qui peut être commandée de part et d'autre du mur de séparation des cellules, a été mise en évidence au cours de la visite.

Au cours de la semaine suivant la visite, l'exploitant a réalisé une action corrective permettant de lever cet écart.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/06/2022, article R. 511-9 et ses annexes
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Classement des installations du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).  2565-2.a : Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 1 500 l. (E) 1111-1.c : Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés, substances et préparations solides : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1t. (D) 1131-2.b : Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol, substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 200 t. (A)
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral en date du 23 janvier 2009 ne prend pas en compte ni les diverses évolutions de la nomenclature des ICPE ni les modifications du process qui se cantonne dorénavant à du zingage alcalin. La situation administrative du site est donc à actualiser. Au sens de la nomenclature actuelle, le site est soumis à la rubrique 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes, en lieu et place de la rubrique 2565-2.a. Cette rubrique 3260 est en vigueur depuis le 04/05/2013 et, dans son courrier du 5 novembre 2013, l'exploitant demande le bénéfice de l'antériorité pour cette dernière. Ce sont donc les conclusions MTD (Meilleures Techniques Disponibles) du BREF STM, Traitement de surface des métaux et des matières plastiques, qui s'appliquent. La révision de ce BREF STM a été lancée en juin 2022. L'exploitant dit se tenir informé des discussions de la profession concernant ce BREF.  Abrogées depuis le 02/03/2014, les rubriques 1111 et 1131 doivent être remplacées par les rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 4140-2.b : (1,14 tonne sur site) Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. Substances et mélanges liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t. (Déclaration)</li></ul>

- 4510 : (0,75 t sur site) Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20t pour le seuil de déclaration. (Non Classé)
- 4511 : (0,3 t sur site) Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t pour le seuil de déclaration. (Non Classé)

L'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport propose la mise à jour de la situation administrative.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rejets en station d'épuration****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 4.3.9.1**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

Débit de référence	Moyen journalier	
Paramètres (mesurés sur effluent brut non décanté)	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Cr VI	0,1	0.004
Cr III	2	0,08
Cu	2	0,08
Fe	5	0,2
Ni	2	0,08
Zn	2	0,08
MES	30	1,2
CN (aisément libérables)	0,1	0.004
Azote global	150	6
P	50	2
DCO	600	24

[...]

**Constats :**

L'exploitant réalise correctement et dans les temps les déclarations de résultats d'autosurveillance sur la plateforme GIDAF.

Aucun dépassement n'est à déplorer depuis la dernière inspection du 2 septembre 2022.

L'exploitant indique que la station de traitement a été refaite à neuf au cours de cet été 2025. Si le prélèvement reste encore manuel, la mise en place d'un préleveur automatique est imminente. Le raccordement au réseau a été mis en place le 3 septembre 2025.

Dans son courrier du 10 octobre 2022, l'exploitant demande la révision des paramètres à surveiller dans ses rejets d'eau usées.

En effet, suite au passage exclusif à du zingage alcalin, le Chrome VI, le chrome III, le cuivre, le nickel, les cyanures et le plomb sont des éléments qui ne sont plus utilisés sur le site depuis le 1er octobre 2012.

Cette demande de modification est prise en compte dans l'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 8.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles de recalage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Des mesures comparatives portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un organisme compétent en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique signer un contrat annuel, qu'il reconduit chaque année, avec la société VEOLIA pour la réalisation des contrôles de recalage trimestriels. Cette dernière sous-traite les analyses auprès de la société CARSO LSEHL qui est bien accréditée COFRAC pour la réalisation des analyses (numéro d'accréditation 1-1531) Le dernier bilan 24 h sur les effluents industriels a été réalisé sur le site le 22 mai 2025 et s'avère conforme sur l'ensemble des paramètres. Les récents travaux sur la station de traitement ont décalé le prochain contrôle de recalage trimestriel à la fin du mois de septembre.  <b>Demande n°1 :</b> L'exploitant fera parvenir les résultats d'analyse de ce futur contrôle à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Schéma des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>– l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>– les dispositifs de protection de l'alimentation (bec de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)</li></ul>
<b>Constats :</b>  En séance, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un plan des réseaux du site daté du 28 mai 2021, réalisé par la société BOISSET TP. Le plan est conforme à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le bâtiment sera conçu en rétention de façon à pouvoir retenir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). Le volume de rétention ainsi créé devra avoir une capacité d'au moins 100 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  Suite à l'inspection du 2 septembre 2022, un système de palplanches a été mis en place et permet de créer un volume de rétention au sein du bâtiment industriel. La démonstration que ce volume est supérieur à 100 m <sup>3</sup> n'avait cependant pas été fournie à l'inspection des installations classées. L'exploitant a fourni en séance les documents qu'il avait rédigés, mais pas transmis, démontrant que le volume de rétention créé avec la mise en place des pales planches est de 192,64 m <sup>3</sup> , ce qui répond à la prescription.  Par ailleurs, au cours de la visite du site, l'inspection a pu constater la présence effective des palplanches. Celles qui ne gênent pas le bon fonctionnement du site restent en place, les autres étant positionnées à la fin de la journée, afin de prévenir un incident nocturne, au départ de l'équipe du soir et retirées le matin pour que l'équipe du matin ne soit pas gênée dans son travail.  L'exploitant fait, par ailleurs, part de la présence sur site d'un obturateur magnétique permettant d'isoler la bouche d'évacuation d'eaux pluviales, située en contrebas au sud du bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a confié la vérification de l'ensemble de l'installation électrique à la société Etoil'Vérif SAS qui est bien accréditée COFRAC (accréditation n° 3-1275, notamment pour les vérifications périodiques installations électriques permanentes, sans modification de structure). La dernière intervention date du 24 janvier 2025, la précédente du 12 janvier 2024.  Le rapport de vérification périodique indique qu'une vérification complète des installations



<p>électriques de l'établissement, avec coupure totale autorisée par l'exploitant, a bien été réalisée. La conclusion indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Résistance au feu des bâtiments**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.2.2.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Porte coupe-feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La partie atelier est séparée de la partie hall de stockage par un mur coupe-feu REI 120. [...] Les portes coupe-feu dans les murs coupe-feu sont de qualité EI 120 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui peut être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En début d'année 2020, une porte coupe-feu 2 heures a été mise en place afin de répondre à la prescription. En effet, si le mur séparant la partie atelier de la partie hall de stockage est bien coupe-feu 2 heures, le dispositif permettant que l'intégralité de la paroi séparant ces deux parties soit coupe-feu 2 heures était manquant jusqu'alors. Le déclenchement de la fermeture est asservi à un système de détection automatique. Rien ne gêne la fermeture de celle-ci. L'entretien a été réalisé le 3 février 2025.</p> <p>Cependant, au cours de l'inspection, l'absence de commande de part et d'autre du mur de séparation des cellules a été constatée.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a commandé et fait installer des boutons poussoir de part et d'autre du mur de séparation des cellules permettant de commander la fermeture automatique de la porte coupe-feu. Dans son courriel du 9 septembre 2025, l'exploitant joint des photos de l'installation mise en place. Le 18 septembre 2025, l'inspection s'est à nouveau rendue sur site et a pu vérifier le bon fonctionnement effectif de ces boutons poussoirs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 8.2.1.1.1																					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques																					
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures portent sur les rejets suivants : Conduits n°1 et n°2																					
	<table><tr><th>Paramètres</th><th>Fréquence</th></tr><tr><td>Débit</td><td></td></tr><tr><td>SO<sub>2</sub></td><td>Annuelle minimum</td></tr><tr><td>NOx</td><td>Annuelle minimum</td></tr><tr><td>Acidité totale exprimée en H</td><td>Annuelle minimum</td></tr><tr><td>Cr total</td><td>Annuelle minimum</td></tr><tr><td>Cr VI</td><td>Annuelle minimum</td></tr><tr><td>Ni</td><td>Annuelle minimum</td></tr><tr><td>CN</td><td>Annuelle minimum</td></tr><tr><td>Alcalins, exprimés en OH</td><td>Annuelle minimum</td></tr></table>	Paramètres	Fréquence	Débit		SO <sub>2</sub>	Annuelle minimum	NOx	Annuelle minimum	Acidité totale exprimée en H	Annuelle minimum	Cr total	Annuelle minimum	Cr VI	Annuelle minimum	Ni	Annuelle minimum	CN	Annuelle minimum	Alcalins, exprimés en OH	Annuelle minimum
Paramètres	Fréquence																				
Débit																					
SO <sub>2</sub>	Annuelle minimum																				
NOx	Annuelle minimum																				
Acidité totale exprimée en H	Annuelle minimum																				
Cr total	Annuelle minimum																				
Cr VI	Annuelle minimum																				
Ni	Annuelle minimum																				
CN	Annuelle minimum																				
Alcalins, exprimés en OH	Annuelle minimum																				
La surveillance des rejets dans l'air porte également sur le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. [...]																					
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait intervenir la société Bureau Veritas le 26 mai 2025 pour la réalisation de la campagne annuelle d'autosurveillance des rejets atmosphériques. Cette société est bien accréditée pour ce qui concerne la qualité de l'air notamment (accréditation n° 1-7368).  Si les gaz rejetés respectent les valeurs limites d'émission, le rapport fait état d'un manquement vis-à-vis de la vitesse d'éjection des gaz. La réglementation impose une vitesse d'éjection strictement supérieure à 12 m/s et la vitesse moyenne, obtenue avec les vitesses mesurées au cours des trois prélèvements, est égale à 12 m/s.  Les vitesses mesurées pour chacun des trois prélèvements étaient de 11,4 m/s, 12,2 m/s puis 12,3 m/s.  L'exploitant indique que le problème était lié à une tentative de gain énergétique.  Souhaitant réduire sa consommation énergétique, ce dernier avait réduit la puissance de l'extracteur.  Suite au contrôle réalisé par Bureau Veritas, cette puissance a donc été augmentée de sorte que, mécaniquement, la vitesse d'éjection est devenue conforme à la réglementation.  <b>Demande n°2 :</b> L'exploitant fera parvenir à l'inspection des installations classées le prochain rapport de surveillance des rejets dans l'air.																					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																					

**N° 9 : Fiche de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparation dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...); les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant possède un fichier papier des fiches de données de sécurité des substances ou mélanges utilisés et ayant été utilisés sur le site. Il indique que son fournisseur lui permet un accès numérique à l'ensemble des fiches de données de sécurité. Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a vérifié les fiches de données de sécurité de produits suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• OMEGA MP5177 dont la dernière révision date du 29 août 2025, conforme à la réglementation européenne ;</li><li>• TRIPASS ELV 2500 LT. Sur la version papier présentée en séance, la dernière révision datait du 26 avril 2017 ce qui n'est pas conforme à la réglementation REACH sur les produits chimiques. Après échange avec son fournisseur, l'exploitant a transmis par courriel, le 4 septembre 2025, la dernière version de cette fiche de données de sécurité qui a été révisée le 27 août 2024 et qui est donc conforme à la réglementation européenne.</li></ul> L'inspection encourage l'exploitant a mettre en place une veille réglementaire permettant l'actualisation des fiches de données de sécurité.  Par ailleurs, lors de la visite de l'établissement, il a été constaté que les conditions de stockage préconisées sur les fiches de données de sécurité étaient bien respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite